

Empreinte de la Chine à l'étranger

HUGO TIERNY

Chercheur postdoctoral à l'IRSEM et chercheur associé à l'Institut d'Asie orientale (ENS Lyon)

Dans un contexte d'intensification de l'emprise sécuritaire globale de la Chine, cette veille stratégique, publiée tous les deux mois, vise à suivre dans la durée les implantations militaires et duales chinoises à l'étranger. Chaque numéro analysera la progression de ces infrastructures, les activités extérieures de l'APL et les enjeux sécuritaires associés. Elle repose prioritairement sur l'exploitation de sources ouvertes chinoises afin d'identifier continuités, inflexions et signaux faibles.

Depuis une décennie, la montée en puissance de la Chine s'accompagne de la constitution d'un réseau de points d'appui le long des routes maritimes disputées, de Djibouti aux îles Salomon. Ce maillage d'infrastructures portuaires et logistiques à la rentabilité incertaine soulève des questions quant à son rôle futur, entre comptoirs commerciaux et soutiens à la marine chinoise (PLAN). Depuis 2015, l'Armée populaire de libération (APL) promeut en effet une doctrine en deux volets, « contrôle des mers proches, protection des mers lointaines », visant à sécuriser les lignes de communication maritimes et à prévenir tout risque de blocus. Dans cette optique, ces installations constituent autant de « points d'appui stratégiques à l'étranger » (海外戰略支點), selon l'amiral Wu Shengli, qui y voyait dès 2016 un moyen de « façonnner la situation » (塑造態勢) maritime mondiale en faveur de Pékin. La stratégie de fusion civilo-militaire (軍民融合) appelle dans ce cadre les acteurs chinois à concevoir des infrastructures civiles conformes aux standards militaires, c'est-à-dire à usage dual. La législation chinoise peut également les obliger à partager leurs données avec l'État, ouvrant la voie à une possible utilisation de ces installations à des fins de surveillance. Ces projets demeurent toutefois marqués par la fragmentation du système décisionnel chinois : provinces, acteurs publics et privés se concurrencent et agissent souvent sans coordination centrale, entraînant une progression plus opportuniste que planifiée. Les pays hôtes jouent aussi un rôle critique, entre exigences économiques et instabilité politique.

Cette veille présentera une sélection de développements récents et leur portée stratégique.

ACTIVITÉS NOTABLES DE L'APL À L'ÉTRANGER / EXERCICES INTERNATIONAUX

Pékin renforce ses opérations en haute mer pour surveiller ses lignes maritimes et sécuriser son approvisionnement énergétique, tout en consolidant son flanc eurasien et en contournant les déploiements américains. Cette extension vers les « mers lointaines », conjuguée aux opérations autour de Taïwan, reflète la confiance accrue de l'APL dans son contrôle des « mers proches ».

« Mers proches »

Détroit de Taïwan, mer de Chine orientale, avril : Exercice majeur *Strait Thunder-2025A*, interarmes (PLAN, PLAAF, PLARF), simulant notamment un blocus de l'île. But : démontrer la supériorité militaire de la Chine, mener des exercices réalisistes de préparation au combat.

Golfe de Thaïlande, mai : Exercices sino-cambodgiens Golden Dragon après l'ouverture de la base de Ream (mer/air, HADR) et l'inauguration d'un centre logistique et de formation conjoint. But : solidifier le partenariat sécuritaire sino-cambodgien, le présenter comme facteur de paix.

« Mers lointaines »

Pacifique occidental, mai-juin : Les groupes aéronavals *Liaoning* et *Shandong* ont opéré simultanément au-delà de la deuxième chaîne d'îles. But : démontrer la capacité des groupes aéronavals chinois à opérer en haute mer contre les États-Unis dans un scénario taïwanais.

Mer de Tasmanie, février : Un exercice à tirs réels a été mené sans préavis dans les eaux internationales entre Australie et Nouvelle-Zélande par un groupe naval (destroyer Type 055, frégate, ravitailleur). But : première projection vers le Pacifique Sud, signalement stratégique.

Mer Rouge / détroit de Bab el-Mandeb, juillet : posture de la PLAN plus affirmée, attitude ambiguë face aux Houthis, incident laser contre un avion de surveillance allemand (prestataire privé). Intérêt potentiel : signaler la capacité à perturber le trafic venant de Suez et déniable.

Formation d'une coalition eurasienne et accès à la mer

Mer du Japon, août : exercice naval sino-russe Joint Sea / Maritime Interaction-2025, lutte anti sous-marine, défense anti-aérienne. But : démontrer l'interopérabilité des marines sino-russes et la capacité à faire pression sur les déploiements alliés en mer du Japon/Pacifique-nord.

Golfe d'Oman, détroit d'Ormuz, mars : exercice naval trilatéral Chine-Russie-Iran Maritime Security Belt-2025. But : soutien bilatéral à l'Iran, interopérabilité navale, sécuriser les canaux d'approvisionnement, capacité à perturber le trafic maritime autour de ce point d'étranglement.

RÉCITS ET NARRATIFS : BASES, ACCÈS MILITAIRE & « DUALITÉ »

L'expansion mondiale des infrastructures maritimes de la Chine, soulevant des interrogations sur leur potentiel d'usage dual (à la fois civil et militaire), continue. Ces efforts s'inscrivent dans une sémantique pacifique et défensive de protection de ses intérêts développementaux. Les termes de *base* ou *accès* sont remplacés par des notions à connotation logistique telles que *stations maritimes* (海上驛站) ou *d'infrastructure de soutien* (保障基地). Quant à l'extension du périmètre d'action vers le large, la marine parle de *normalisation* (常态化).

Contre-narratif installations duales : En octobre, le ministère chinois des Affaires étrangères a rejeté les déclarations américaines sur un « réseau portuaire à visée militaire », exprimant sa « ferme opposition (堅決反對) » à des « calomnies (誣衆抹黑) » et invoquant les formules récurrentes « d'égalité (平等), de respect (尊重) et de bénéfice mutuel (互惠) ». But : renforcer

dans les perceptions l'aspect multilatéral de la présence chinoise, excluant la logique militaire.

Port de Ream (Cambodge), mars-avril : à l'inauguration de la base, Phnom Penh et Pékin défendent une coopération normale sans usage exclusif par la Chine. Mais une première escale de la marine japonaise n'a pas empêché la tenue suivante de l'exercice naval vu ci-dessus. But : neutraliser les accusations de militarisation et s'inscrire dans une posture inclusive et régionale.

Port de Chancay (Pérou), avril : Si Washington croit à une potentielle militarisation qui mettrait en danger son flanc sud et ses accès à l'Asie, COSCO, entreprise d'État chinoise et actionnaire majoritaire du port, use du registre économique, mettant en valeur la « connectivité » de la route Chine-Amérique du Sud. But : opposer un contre-narratif aux soupçons de dualité, ainsi que chercher des alternatives aux ports de Panama et d'Argentine, gelés sous pression américaine.

ENJEUX DUAUX RÉCENTS DANS DES INFRASTRUCTURES SOUS INFLUENCE DE LA CHINE

Les investissements portuaires chinois relèvent d'une stratégie duale de long terme, offrant à Pékin une capacité logistique immédiate et, à terme, une série de points d'appui potentiellement militarisables. Au-delà des ports, l'influence économique et politique exercée sur les pays hôtes constitue un autre enjeu car, en accroissant l'influence diplomatique de la Chine dans le Sud global, elle peut restreindre la liberté d'action et de déploiement des puissances occidentales.

Installations à dimension militaire avérée

Ream, avril : les travaux d'aménagement de la base continuent. Analyses et imagerie satellitaire tendent à confirmer des zones d'accès restreintes à la Chine (partie nord de la base, grand quai) et le développement d'un site de défense aérienne malgré des escales étrangères symboliques.

► **Canal du Funan, avril :** Accord de financement finalisé avec des groupes chinois actifs dans la militarisation de la mer de Chine. Sans lien direct avec Ream, le canal s'inscrit dans le même écosystème d'infrastructures, renforçant la dépendance du Cambodge et la profondeur stratégique de Pékin par la création d'un corridor fluvial sur le Mékong.

Installations à potentiel dual

Afrique : plusieurs ports (Luanda, Mombasa, Walvis Bay, Lekki, les Seychelles, Dar es Salaam) sont évoqués comme sites potentiels d'une future emprise chinoise tandis que les escales de la PLAN s'y multiplient. La

dépendance des pays africains vis-à-vis des infrastructures chinoises (ports, routes, rail, énergie) ouvre à Pékin des leviers d'influence politique et économique dans le cadre de sa diplomatie d'influence à l'ONU et dans l'ensemble dudit *Global South*.

Pacifique insulaire, mai : Pékin renforce sa diplomatie économique au près des États insulaires du Pacifique avec la tenue du 2025 *China-Pacific Island Countries Foreign Ministers' Meeting* à Xiamen. Les projets d'infrastructures chinois à Kiribati et aux îles Salomon, entre autres, sont très surveillés sur fond de lutte d'influence sino-américaine dans le Pacifique sud, qui constitue une zone stratégique pour l'accès de la marine américaine à l'Asie de l'Est via Hawaï.

CORRIDORS VERS L'OCÉAN INDIEN (CPEC / BIRMANIE / SRI LANKA)

Pékin, via ses entreprises d'État, étend ses accès terrestres et maritimes à l'océan Indien grâce à un réseau d'infrastructures (routes, voies ferrées, pipelines et ports) destiné à contourner le détroit de Malacca et à sécuriser ses approvisionnements énergétiques. Ces projets, à la croisée des enjeux économiques et militaires, articulent profondément eurasienne et stratégie navale, en préparation d'un éventuel blocus des lignes maritimes en cas de crise dans les mers de Chine.

Corridor Chine-Pakistan (CPEC) : Pékin et Islamabad relancent le projet, en difficulté, par des projets miniers et énergétiques (sur terre et en mer), la modernisation du rail et du port de Gwadar. But : dans le cadre des tensions en mers de Chine, accélérer le débouché terrestre vers l'océan Indien et consolider Gwadar comme plateforme reliant le Xinjiang au golfe d'Oman.

Corridor Chine-Myanmar (CMEC) : Pékin et Naypyidaw relancent le CMEC autour du port de Kyaukpyu et de la ligne Muse-Mandalay, reliant le Yunnan à l'océan Indien. Si la rencontre Xi-Min Aung Hlaing en mai montre la volonté conjointe d'accélérer, le corridor reste fragilisé par la guerre civile. But : création d'un accès terrestre au golfe du Bengale contournant Malacca.

Sri Lanka, port d'Hambantota : Ce dernier reste exploité par un groupe chinois sous un bail de 99 ans. Colombo a rétabli l'accès du port aux navires chinois sous pavillon civil. Si China Merchant Group opère le port, le gouvernement srilankais reste le propriétaire légal et peut à ce titre refuser son accès à la PLAN, comme il l'a fait plusieurs fois. Pékin renforce cependant son empreinte au-delà du cadre naval via le Port City de Colombo et la raffinerie Sinopec.

INDUSTRIE NAVALE, PILIER DE PROJECTION À L'ÉTRANGER

Pékin renforce en 2025 les fondations industrielles et logistiques de sa puissance maritime face aux États-Unis, en fusionnant ses capacités de construction navale, en confirmant sa position de premier constructeur mondial et en proposant des infrastructures portuaires compétitives à l'étranger, notamment des smart ports intégrant gestion logistique automatisée et connectée.

Chine : fusion de China State Shipbuilding Corporation (CSSC) et China Shipbuilding Industry Corporation (CSIC). Elle vise à créer un champion national en regroupant des chantiers navals capables de production duale, alors que les États-Unis tentent de relancer leur industrie navale et envisagent des surtaxes ou redevances portuaires sur les navires construits en Chine. But : centraliser la production navale et renforcer la supériorité industrielle face à Washington.

Puissance industrielle : Pékin maintient sa place de leader mondial en matière de construction navale, avec plus de la moitié des livraisons et des nouvelles commandes internationales. Cette domination s'appuie sur une forte intégration de la filière (conception, construction, propulsion, électronique embarquée) et sur un soutien massif de l'État, ce qui confère à la Chine une forte influence sur les standards techniques, environnementaux et logistiques du commerce maritime.

Smart ports et logistique : Les groupes publics chinois cherchent à renforcer la compétitivité de leur offre portuaire avec le développement de smart ports, combinant automatisation et numérisation. Le port de Chancay (COSCO) intègre ainsi des systèmes de gestion automatisée pour ce port récent reliant les hubs chinois du groupe et l'Amérique du Sud. À Haïfa (Israël), Shanghai International Port Group (SIPG) a installé un terminal « intelligent », tandis qu'Abu Dhabi (Khalifa Port) accueille une nouvelle phase d'automatisation avec COSCO et AD Ports.

AVIATION & AÉROPORTS (SURVEILLANCE / « DUALITÉ » POTENTIELLE)

Les acteurs chinois présentent les aéroports à l'étranger comme des « portes aériennes » (空中門戶) intégrées à un maillage intermodal reliant ports et zones économiques. Construits par des entreprises d'État également actives dans d'autres infrastructures critiques à l'étranger, ces sites de très grande dimension pourront soutenir des opérations logistiques lourdes. L'exportation de technologies chinoises de sûreté aéroportuaire peut en outre créer une dépendance technique et normative à la Chine, en renforçant l'intégration des infrastructures aux standards chinois.

Cambodge, aéroport international de Techo : mise en service en septembre avec le premier vol commercial. Construction assurée par des entreprises d'État chinoises (CSCEC) pour un aéroport de catégorie 4F, capable d'accueillir les plus gros porteurs civils (ou militaires) grâce à une piste de 4 000 m. Intérêt : accès aérien à la façade Ream-Phnom Penh associé à la BRI.

Pakistan, aéroport de Gwadar : inauguré le 20 janvier, financé par la Chine à hauteur de 250 millions USD dans le cadre du CPEC. Conçu par la CCCC et classé 4F, il s'agit du plus grand aéroport du Pakistan en superficie (17 km²), doté d'une piste de 3 658 m et d'un tarmac/aérogare de grande dimension pour un site dont le trafic réel reste pourtant très marginal. Intérêt potentiel : offrir une profondeur opérationnelle au CPEC et un appui dual potentiel en cas de crise.

POLICE, PARTENARIATS SÉCURITAIRES

Pékin renforce en 2025 sa capacité à projeter ses instruments policiers, juridiques et sécuritaires à l'extérieur des frontières, à des fins tout d'abord de contrôle politique et de répression interne, ensuite de protection de ses intérêts économiques extérieurs, enfin de renforcement des régimes autoritaires favorables à Pékin par le soutien de leurs forces armées et de police. Cette stratégie combine partenariats policiers et militaire, réglementation extraterritoriale et sécurité privée.

Lianyungang : Le *Global Public Security Cooperation Forum*, sous l'égide du ministère de la Sécurité publique (MSP) s'est tenu les 17-18 septembre (env. 2 000 participants de 120 pays). Un sous-forum « coopération internationale en matière de formation policière » a réuni des officiels, experts de la sécurité publique, universitaires et policiers de plusieurs pays. Intérêt : renforcer la protection d'actifs chinois à l'étranger et diffuser les normes sécuritaires chinoises.

Qingdao, coopération sécuritaire en Asie centrale : La réunion des ministres de la Défense de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) s'est tenue en juin à Qingdao. Pékin y a mis en avant l'approfondissement des échanges militaires entre États membres (séminaires pour officiers, exercice conjoint *Peace Mission*, coopération logistique). But : renforcer l'empreinte sécuritaire et normative de la Chine dans l'espace eurasien par un cadre alternatif à l'Occident.

Asie centrale, coopération policière : Le MPS a organisé en septembre à Urumqi la première compétition Chine-Asie centrale d'unités de police spéciale sous bannière de l'OCS, réunissant Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan. Pour renforcer la surveillance frontalière, des policiers du Gilgit-Baltistan (Pakistan) recevront une formation au Xinjiang. But : renforcer l'interopérabilité

policière et la capacité à porter la répression au Xinjiang vers l'Asie centrale.

Karachi, protection des projets et citoyens chinois : la représentation diplomatique chinoise a conduit le 20 et 21 octobre un échange avec la police locale pour renforcer la protection des chantiers et communautés chinoises. But : sécuriser les actifs et personnels liés à la BRI, dans le contexte d'un projet CPEC régulièrement touché par des attaques, notamment baloutches.

► **Sécurité nationale, action à l'étranger** : Le Livre blanc 2025 sur la sécurité nationale affirme le besoin de protéger les personnels, institutions et actifs à l'étranger («依法保障海外人員、機構和資產等安全»), indiquant des vulnérabilités persistantes à mitiger.

Birmanie, sécurité privée et corridors économiques : En 2024, Naypyidaw a adopté une loi autorisant l'installation et l'armement de sociétés militaires privées. En 2025, des sociétés de sécurité chinoises protègent les sites du CMEC, alors que les projets peinent à avancer. Intérêt : permettre à Pékin d'assurer la sécurité de ses investissements sans présence militaire officielle, tout en offrant à la junte un relais lui permettant de concentrer ses forces sur d'autres fronts.

INCIDENTS SÉCURITAIRES AFFECTANT LES PROJETS CHINOIS

Les investissements chinois peuvent être exposés à des conflits locaux ou ciblés par des groupes violents ou terroristes. Ces incidents rappellent que la pérennité des projets chinois dépend aussi de la stabilité locale et de leur acceptation sociétale, notamment au Baloutchistan où l'hostilité est forte. L'insécurité entraîne retards et surcoûts liés à la protection des projets BRI.

Birmanie, CMEC : En mars, le *Kachin Independence Army* (KIA), un groupe rebelle du nord du pays, a pris le contrôle en octobre 2024 d'une importante zone minière de terres rares. Cette zone aurait fourni près de la moitié de la production mondiale de terres rares lourdes, ce qui lui confère une valeur stratégique. Les importations chinoises d'oxydes de terres rares de Birmanie ont chuté en février 2025 à 311 tonnes, soit une baisse de près de 90 % sur un an.

Baloutchistan, CPEC : Les investissements chinois dans le cadre du CPEC sont régulièrement ciblés par des attaques, notamment un convoi d'ingénieurs visé en octobre 2024 (deux morts). Ces actions reflètent une montée des sentiments hostiles à la Chine au Baloutchistan, où les groupes séparatistes contestent l'exploitation des ressources et le soutien de Pékin à Islamabad. ■